

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT

SERVICE DES MARCHES PUBLICS

BUREAU DES APPELS D'OFFRES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

TENDERS OFFICE

AVIS DE DEMANDE DE COTATION

066/N° 13-334 /DC/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CIPM/EPM/2025 DU 18 SEPT 2025
RELATIF AUX FRAIS DE COMMUNICATION ANNUELLE DU PROGRAMME
NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE (PNLT)

1- Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la réalisation des activités sous financement Fonds de Contrepartie de la Subvention du Fonds Mondial (GC7), le Ministre de la Santé Publique lance une Demande de Cotation pour la mise en place, l'entretien et l'approvisionnement en crédit de communication d'une flotte téléphonique pour le personnel du Programme National de Lutte contre la Tuberculose (96 personnes environs).

2- Consistance des prestations

Les prestations de la présente Demande de Cotation se présentent ainsi qu'il suit :

Frais de communication annuelle du personnel du Programme National de Lutte contre la Tuberculose notamment :

- ✓ Approvisionner les SIM mensuellement en crédit de communication ;
- ✓ Fournir et assurer les services de communication téléphonique entre tous les membres de la flotte ;
- ✓ Fournir et assurer les services de communication téléphoniques entre les membres de la flotte et les autres utilisateurs externes à la flotte du PNLT ;
- ✓ Fournir et assurer les services de communication téléphoniques entre les membres de la flotte et les autres utilisateurs des autres opérateurs de téléphonie mobiles ;
- ✓ Fournir et assurer les services de communication téléphoniques entre les membres de la flotte et les autres réseaux internationaux ;
- ✓ Proposer des tarifs optionnels et préférentiels aux membres désirant souscrire à la connexion internet ;
- ✓ Fournir les services de maintenances et d'entretien de la flotte téléphonique au PNLT ;
- ✓ Être capable d'immigrer d'un forfait à l'autre ;
- ✓ Possibilité de faire des transferts de crédit (reconduction du crédit non consommé au cours du mois précédents) ;
- ✓ Possibilité de roaming ;
- ✓ Possibilité de faire les conférences call ;
- ✓ Possibilité de faire des conférences call ;
- ✓ Produire trimestriellement un rapport d'exécution.

3- Participation et origine

La participation à cette consultation est ouverte à égalité de conditions aux entreprises de téléphonie mobile installées au Cameroun.

4- Financement

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation sont financées par les Fonds de Contrepartie du Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme – GC7 de l'exercice 2025.

5- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est celui en ligne.

6- Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le Dossier de Demande de Cotation peut être consulté aux jours et heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

7- Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé Tél./Fax : 222 2210 21, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original de la quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de quarante mille (40 000) Francs CFA.

La copie de ladite quittance sera déposée au lieu du retrait du Dossier de Consultation et portera les coordonnées du soumissionnaire.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT. La version physique est disponible au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé Tél./Fax : 222 2210 21. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation.

8- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 20 000 000 (vingt millions) francs CFA toutes taxes comprises.

9- Cautionnement de soumission

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbrée, acquitté à la main accompagné du récépissé de dépôt de consignation de la CDEC, délivré par une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 8 de la présente Demande de Cotation.

Le montant de la caution de soumission est de quatre cent mille francs (400 000) francs CFA.

Elle devra être valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres et sera libérée d'office après publication des résultats d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Pour le soumissionnaire attributaire de la Lettre-commande, ce cautionnement sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission timbrée, datée et acquittée à la main délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie agréé par le Ministère des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics et accompagnée du récépissé de consignation délivrée par la CDEC, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

N.B :

✓ Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la présente consultation est considérée comme absente.

✓ La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Remise des Cotations

Les offres sont transmises exclusivement par voie électronique via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le 14/05/2024 à 13 heures heure locale. Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est exclusivement celui en ligne. Une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur trois (03) clés USB devra être transmise au Service du Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité de la Croix-Rouge Camerounaise à Yaoundé, tel : (237) 222 22 10 21, sous plis scellé (deux clé doit contenir les Offres Administrative, Technique et Financière , une autre clé USB dans une petite enveloppe contenant

uniquement l'Offre Financière Témoin) avec la mention :

DEMANDE DE COTATION

066/ N° D43-334 /DC/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CIPM/EPM/Fa/2025 DU 18/09/2025
RELATIF AUX FRAIS DE COMMUNICATION ANNUELLE DU PROGRAMME
NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE (PNLT)

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

NB : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- ✓ 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- ✓ 15 MO pour l'Offre Technique ;
- ✓ 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- ✓ Format PDF pour les documents textuels ;
- ✓ JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11- Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en un temps et aura lieu le 14/10/2025 à 14 heures heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINSANTE dans la salle de réunions de ladite Commission sise au premier étage de l'immeuble Ex-PSFN à proximité de la Croix-Rouge Camerounaise.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12- Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- ✓ Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- ✓ Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- ✓ Les plis non-conformes au mode de soumission.
- ✓ les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- ✓ Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13- Critères d'évaluations

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

13.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de la cotation du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

1. Absence de la caution de soumission datée, timbrée et acquittée à la main à l'ouverture des plis et délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics accompagnée du récépissé de consignation de la CDEC ;
2. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
3. Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
4. Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés publics au cours des trois dernières années (2024, 2023 et 2022) ;
5. Absence de la charte d'intégrité dûment remplie, signée cachetée et datée
6. Absence déclaration d'engagement de respect des clauses environnementales et sociales remplies, signée, cachetée et datée,
7. Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière,
8. Non-respect d'au moins 5 critères essentiels sur 7 ;
9. Absence de la lettre de soumission.
10. Absence d'agrément d'opérateur de téléphonie mobile,
11. Non-respect du mode de soumission et du format des fichiers
12. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plate-forme ;
13. Capacité de la couverture du réseau sur l'ensemble du territoire national (au moins les dix chefs-lieux des régions)

13.2-Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Pour qu'un critère essentiel soit validé, il faut que tous ses sous critères soient validés

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre sur :

1. Expérience du soumissionnaire ;
2. Preuve d'acceptation des conditions du marché ;
3. Délai de livraison et planning d'exécution ;
4. Preuve de disposer d'une capacité financière ;
5. Présentation de l'Offre ;
6. Disponibilité du personnel.
7. Service après-vente.

Le système de notation des offres est le mode binaire (oui ou non).

14- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage est de douze (12) mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage des prestations.

15- Le lieu de livraison

Le lieu de livraison est le Groupe Technique Central du Programme National de Lutte Contre la Tuberculose situé à MBALLA II (Yaoundé).

16- Tranches/Allotissement

Les prestations de la présente Demande de Cotation ne sont pas alloties.

17- Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises

proposées.

18- Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE, sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé Tél./Fax : 222 2210 21. Ils peuvent également être obtenus à l'Unité de Coordination des Subventions du Fonds Mondial et des partenaires le Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, sis au premier étage de l'immeuble Ex-PSFN situé à côté de l'Immeuble de la Santé ; Tél : 650 84 87 45 / 696 98 40 22 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du Ministère de la Santé Publique au numéro 222 230 468/222 2210 21 et de l'ARMP au numéro 222 201 803.

Fait à Yaoundé, le _____

Copies

- ✓ MINMAP
- ✓ ARMP
- ✓ Maître d'Ouvrage ;
- ✓ CIPM/MINSANTE
- ✓ Affichage -chrono



Dr. Manabada Matachie



REQUEST FOR QUOTATION NOTICE

066/ No. 334 /RFQ/MINSANTE/SG/UCS-FMP/CIPM/EPM/2025 of 18 SEPT 202
**CONCERNING THE ANNUAL COMMUNICATION EXPENSES OF THE
NATIONAL TUBERCULOSIS CONTROL PROGRAMME (NTCP)**

1. Purpose of the consultation

As part of the implementation of activities funded by the Counterpart Fund of the Global Fund Grant (GC7), the Minister of Public Health hereby launches a Request for Quotation for the establishment, maintenance, and provision of communication credit for a telephone fleet intended for the staff of the National Tuberculosis Control Programme (approximately 96 persons)

2. Scope of supplies

The services under this Request for Quotation shall consist of the following: Annual communication expenses for the staff of the National Tuberculosis Control Programme, including:

- ✓ Monthly provision of airtime credit on SIM cards;
- ✓ Provision and guarantee of telephone communication services among all members of the fleet;
- ✓ Provision and guarantee of telephone communication services between fleet members and other users outside the NTCP fleet;
- ✓ Provision and guarantee of telephone communication services between fleet members and users of other mobile network operators;
- ✓ Provision and guarantee of telephone communication services between fleet members and international networks;
- ✓ Proposal of optional and preferential rates for members wishing to subscribe to internet connectivity;
- ✓ Provision of maintenance and servicing of the NTCP telephone fleet;
- ✓ Ability to migrate from one package/plan to another;
- ✓ Possibility of credit transfers (rollover of unused monthly credit to the following month);
- ✓ Possibility of roaming services;
- ✓ Possibility of conference calls;
- ✓ Preparation and submission of quarterly implementation reports.

3. Participation

Participation in this consultation is open on equal terms to companies with proven experience in the mobile telephony sector in Cameroon..

4. Funding and estimated cost

The services, which are the subject of this Request for Quotation, are financed by the Counterpart Funds of the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria Grant - GC7 for the 2024 financial year.

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is :

5. Submission method

This Request for Quotation is submitted exclusively online.

6. Consultation of the Request for Quotation file

The file may be consulted during working hours at the Secretariat of the Public Procurement Service (Tender Office) of MINSANTE located at the 'Health Building' housing the Studies and Projects Division (DEP) not far from the Cameroon Red Cross building in Yaoundé (tel: 222 22 10 21) as soon as this notice is published.

It can be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and

<http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

7. Obtaining the consultation file

The physical version of the Tender Documents may be obtained from the Secretariat of the Public Procurement Service of the Ministry of Public Health (MINSANTE), located at the "Immeuble de la Santé" building near the headquarters of the Cameroon Red Cross in Yaoundé, Tel./Fax: 222 22 10 21, as from the date of publication of this notice, upon presentation of the original receipt for payment into the Public Treasury of a non-refundable sum of forty thousand (40,000) CFA francs.

A copy of the said receipt shall be submitted at the place where the Tender Documents are collected and shall bear the bidder's contact details.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) free of charge by downloading it from the COLEPS or PRIDESOFT platforms. The physical version is available at the Secretariat of the Public Procurement Service of the Ministry of Public Health (MINSANTE), located at the "Immeuble de la Santé" building near the headquarters of the Cameroon Red Cross in Yaoundé, Tel./Fax: 222 22 10 21. However, submission is subject to payment of the Request for Quotation file purchase fee.

8. Estimated Cost

The estimated cost of the operation, following the preliminary studies, is twenty million (20,000,000) CFA francs, all taxes included.

9. Tender security

Under penalty of rejection, each bidder must include in its administrative documents a stamped bid bond, duly handwritten and accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC, delivered by a financial institution authorized by the Minister in charge of Finance to issue bid securities in public procurement. The list of such institutions is provided in document No. 8 of this Request for Quotation. The amount of the bid bond is four hundred thousand (400,000) CFA francs.

The bid bond must remain valid for thirty (30) days beyond the original bid validity date and shall be released automatically after the publication of the award results for unsuccessful bidders. For the successful bidder of the Purchase Order, the bid bond shall be released after the submission of the final performance guarantee.

Failure to provide, or non-compliance of, a stamped, dated, and duly handwritten bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bid securities in public procurement, and accompanied by the CDEC deposit receipt, shall result in the outright rejection of the bid.

NB:

- ✓ A bid bond submitted but unrelated to the present consultation shall be deemed absent.
- ✓ A bid bond submitted by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible.

10. Submission of tenders

Bids shall be submitted exclusively by electronic means via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> no later than 14/10/2025 at 1:00 p.m. local time. The submission method for this Request for Quotation shall be exclusively online.

A backup copy of the bids, recorded on three (03) USB flash drives, shall be submitted to the Public Procurement Service (Tenders Board Office) of the Ministry of Public Health (MINSANTE), located at the "Immeuble de la Santé" building near the Cameroon Red Cross in Yaoundé, Tel: (237) 222 22 10 21, in a sealed envelope (two USB flash drives shall contain the Administrative, Technical, and Financial Offers, and one additional USB flash drive placed in a small envelope shall contain only the Sample Financial Offer), bearing the following inscription:

REQUEST FOR QUOTATION
066/ NO. NB-334 /DC/MINSANTE/SG/CIPM/2024 OF 18/09/2025
CONCERNING THE ANNUAL COMMUNICATION EXPENSES OF THE
NATIONAL TUBERCULOSIS CONTROL PROGRAMME (NTCP)
« TO BE OPENED ONLY DURING THE VOTE-COUNTING SESSION ».

NB: File Size and Format

For online submission, the maximum file sizes for documents to be uploaded onto the platform as part of the bidder's offer shall be as follows:

- ✓ 5 MB for the Administrative Offer;
- ✓ 15 MB for the Technical Offer;
- ✓ 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- ✓ PDF format for textual documents;
- ✓ JPEG for images.

Bidders shall ensure the use of compression software, where necessary, to reduce the size of the files to be submitted.

11. Opening of tenders:

Tenders will be opened at one time on 14/10/2025 at 2 p.m. local time by the MINSANTE Internal Contract Award Commission in the Commission's meeting room on the first floor of the Ex-PSFN building near the Cameroon Red Cross.

Tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice with a thorough knowledge of the file. Tenders must be quoted exclusive of tax (HT) and inclusive of all taxes (TTC) and accompanied by the tender form dated, signed and stamped.

12. Admissibility of tenders

The administrative documents, technical quotation, and financial quotation shall be placed in separate envelopes and submitted in a sealed package.

The Contracting Authority shall reject:

- ✓ Bids bearing indications of the bidder's identity;
- ✓ Bids received after the submission deadline date and time;
- ✓ Bids not in conformity with the mode of submission;
- ✓ Bids without indication of the identity of the Invitation to Tender;
- ✓ Failure to comply with the number of copies indicated in the RFQ or submission of offers in copies only.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the RFQ shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by an organization or financial institution authorized by the Minister in charge of Finance to issue bid securities in public procurement, or failure to comply with the standard forms provided in the RFQ, shall result in the outright rejection of the quotation with no possibility of appeal.

A bid bond submitted but unrelated to the concerned consultation shall be deemed absent. A bid bond presented by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible.

13. Evaluation criteria

These include the eliminatory criteria and the essential criteria defined as follows:

13.1 Eliminatory criteria

Eliminatory criteria establish the minimum conditions to be met for admission to evaluation based on the essential criteria. They are not subject to scoring. Failure to comply with these criteria results in the rejection of the bidder's quotation.

These include, in particular:

1. Absence and/or non-compliance of the bid bond, dated, stamped, and manually signed at the bid opening, issued by a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bid securities in public procurement, and accompanied by the CDEC deposit receipt; False declaration or forgery of documents;
2. False declarations, fraudulent maneuvers, or forgery of documents.
3. Failure to submit, within 48 hours, any administrative document deemed non-compliant or missing at the bid opening (excluding the bid security);
4. Absence of the sworn statement certifying that the bidder has not abandoned any public contracts over the past three years (2024, 2023, and 2022);
5. Absence of the integrity charter duly completed, signed, stamped, and dated;
6. Absence of the environmental and social clauses duly completed, signed, stamped, and dated;
7. Absence of a quantified unit price in the financial offer;
8. Technical score lower than 5 YES out of 7 essential criteria;
9. Absence of the bid submission letter;
10. Absence of an operating license as a mobile network operator;
11. Non-compliance with the submission method and file format ;

12. Failure to provide a backup copy in case of platform malfunction ;
13. Inability to provide network coverage throughout the national territory (at least in the ten regional capitals).

13.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are the primary or key factors used to assess the technical and financial capacity of candidates to perform the services subject to the call for tenders. These criteria must be determined according to the nature and scope of the services to be performed.

For an essential criterion to be validated, all of its sub-criteria must be validated.

The essential criteria for the qualification of candidates will relate to:

1. Bidder's experience;
2. Proof of acceptance of the contract conditions;
3. Delivery timeframe and execution schedule;
4. Evidence of financial capacity;
5. Presentation of the offer;
6. Availability of personnel;
7. After-sales service.

The scoring system for tenders is binary (yes or no).

14. Estimated Execution Timeframe

The maximum period for the services provided by the project owner is twelve (12) months from the date of notification of the service order to begin the services.

15. The place of delivery

The place of delivery is the Central Technical Group of the National Tuberculosis Control Programme located in MBALLA II (Yaoundé).

16. Allotment

The services covered by this Request for Quotation consist of a single lot.

17. Award of the Letter Order

The Employer will award the Letter Contract to the bidder whose bid is evaluated as the lowest evaluated bid, who is found to be substantially responsive to the solicitation documents and who has the financial and technical capability to provide the required services.

18. Period of validity of Quotations

Tenderers remain bound by their Quotations for ninety (90) days from the deadline set for the submission of Quotations.

19. Additional information

Additional information can be obtained during working hours at the Secretariat of the Public Procurement Service of the Ministry of Public Health (MINSANTE), located at the "Immeuble de la Santé" building near the headquarters of the Cameroon Red Cross in Yaoundé, Tel./Fax: 222 22 10 21. Information can also be obtained at the Coordination Unit of the Global Fund Grants and Partners for the Fight against AIDS, Tuberculosis, and Malaria, located on the first floor of the former PSFN building next to the "Immeuble de la Santé," Tel: 650 84 87 45 / 696 98 40 22, or online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fraud and corruption and Malpractices

For any report of practices, facts or acts, attempted corruption, or acts of malpractice, please contact CONAC at the number 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) via SMS or call at the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the Anti-Corruption Unit of the Ministry of Public Health at 222 230 468 / 222 2210 21, and the ARMP at 222 201 803.

Yaoundé, _____

Copies:

- ✓ MINMAP
- ✓ ARMP
- ✓ Contracting Authority
- ✓ CIPM
- ✓ Posting – Chrono



Dr. Mawaouda Malachie